

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 107 Mai 2016

une Suisse sans armée

Pas

d'argent

suisse

pour

les guerres

dans

le monde !



Editorial

Celles et ceux qui ont participé à l'assemblée générale du GSsA ont pu le ressentir concrètement : les militant-e-s du GSsA sont plein d'énergie et d'idées pour s'opposer aux investissements des instituts financiers locaux dans les multinationales de l'armement mondiales. Ce dévouement et cette détermination seront un soutien bienvenu et nécessaire afin de pouvoir accomplir le travail qui nous attend.

Il nous reste en effet encore beaucoup de travail de recherche, de coordination, de communication, et bien plus encore. Heureusement, le secrétariat et le comité peuvent compter sur de nombreuses personnes engagées, qui non seulement militent activement mais participent aussi en amenant leurs idées et leurs commentaires. C'est pourquoi, nous souhaitons, en guise de préambule, pour vous remercier par ces quelques lignes: sans vous, le travail du GSsA ne serait tout simplement pas possible.

Comme à notre habitude, nous avons concocté pour cette édition un journal au contenu varié et intéressant. Sur cette première page, vous en apprendrez davantage sur les activités récentes du GSsA. Sur la page suivante, vous obtiendrez de plus amples informations concernant les initiatives communales et fédérale que nous comptons lancer ainsi que sur les bases sur lesquelles elles s'appuient toutes deux.

En page 4 et 5, nous réglons nos comptes avec l'armée suisse. Il est ainsi question de ses réformes cosmétiques, ses tentatives d'armement dignes d'amateurs ; ses dangereuses tentatives de rapprochement avec l'OTAN; et, finalement, des voies alternatives pour une autre politique de sécurité.

Dès la page 6, nous élargissons nos horizons et présentons quelques développements internationaux choisis. Par exemple, quels liens existent entre les exportations de matériel de guerre et le Moyen-Orient et quels dangers concrets implique la militarisation de la politique d'asile et de migration.

Pour l'équipe de rédaction : Daniela Fischer

MARCHE DE PÂQUES 2016

Désarmement pour la paix

La traditionnelle marche pour la paix a eu lieu le 28 mars à Berne, avec cette année pour slogan «désarmement pour la paix – souhaiter la bienvenue aux réfugié-e-s». Pour l'occasion, environ un millier de personnes a défilé dans les rues de Berne, munis de banderoles et de drapeaux, afin de revendiquer que la Suisse mette un terme à sa participation aux guerres et aux conflits. Par Thomas Leibundgut

Lors de la manifestation, nous avons appelé à un accueil des réfugiés simplifiée et à une garantie d'accès à l'éducation et au travail. Nous avons exigé la fin des exportations de matériel de guerre suisse, qui soutiennent les guerres et poussent les civils à fuir. En lieu et place d'une politique de cloisonnement et de «lutte contre le terrorisme», nous avons plaidé pour une Suisse ouverte, qui met l'accent sur une politique extérieure de soutien de la paix au niveau international.

« D'un point de vue féministe et pacifiste, une politique de migration qui est menée selon les logiques de la politique de sécurité ne peut pas fonctionner », a déclaré Sarah Diack, respon-

sable du programme de politique pacifiste auprès de la cfd. La solution résiderait plutôt en un engagement concret pour des politiques extérieures et économiques pacifistes, qui ne créeraient pas les conditions-cadre qui poussent les gens à fuir leur pays.

Lors de son discours, Amanda Ioset, secrétaire générale de Solidarité sans frontières, a mis l'accent sur la situation des réfugié-e-s en Suisse. Elle en a profité pour souligner l'importance fondamentale de l'accès au marché du travail et à l'éducation pour transcender la situation souvent incertaine et dénuée de perspective des requérant-es d'asile : «L'intégration est un processus réciproque et mutuel, auquel non seulement les migrant-e-s, mais aussi la société suisse doivent prendre part. Cela signifie également, que l'intégration ne doit jamais avoir lieu sous la contrainte ou par le biais de menaces. » Malgré le sujet difficile qui nous occupait, l'ambiance de la manifestation était festive. La musique de Beat Moustache ainsi qu'une collation jurassienne, conjuguées au soleil, ont contribué à la bonne humeur générale.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GSsA

Lancement de plusieurs initiatives!

Avec pour slogan «Pas d'argent Suisse pour les guerres dans le monde ! », le GSsA annonce une année à venir riche en initiatives. Au rang des grandes décisions prises, on compte le consensus atteint quant au lancement d'initiatives communales et d'une initiative fédérale pour début 2017. Par Daniela Fischer

Une soixantaine de militant-e-s du GSsA venant de la Suisse entière se sont retrouvé-e-s au restaurant Kreuz de Soleure en avril dernier afin de faire le bilan sur les activités de l'année écoulée et surtout pour concrétiser les projets à venir. Ayant pour but de contrecarrer l'implication de la place financière suisse dans les affaires des entreprises internationales de matériel de guerre, l'assemblée générale a décidé de lancer une initiative fédérale en faveur d'une interdiction de financement du matériel de guerre. La récolte de signatures débutera en 2017. Le but étant de ne plus laisser investir les banques, les compagnies d'assurances ainsi que

les caisses de pensions suisses dans les guerres et conflits internationaux.

Il est tout simplement scandaleux que les caisses de pensions investissent dans les entreprises d'armement. Etant donné qu'il s'agit du capital des assuré-es, il est inacceptable que cet argent serve à financer la production de matériel de guerre sans l'accord des principaux intéressé-es. Pour mettre fin à ces agissements, l'AG a décidé de lancer des initiatives communales dans différentes villes cet été déjà.

Pour symboliser le fait que les retraites de la population servent en partie au financement de la fabrication de matériel de guerre, les militant-e-s ont formé une file, de laquelle chacun-e a lancé à son tour de l'argent dans une bombe atomique. Finalement, les membres présent-e-s ont adopté une résolution contre le déploiement de l'armée à la frontière. Le GSsA compte s'opposer avec véhémence à la militarisation de la politique d'asile et de réfugié-e-s visée par la droite.



Journée nationale de collecte

(mc) Le samedi 2 juillet 2016, aura lieu la première journée nationale de collecte de signatures des initiatives communales pour une interdiction du financement du matériel de guerre. Nous serons présents dans les rues de toutes les villes Suisses participant à l'initiative afin de collecter des signatures et de nous mesurer aux autres groupes régionaux. La journée de collecte débute samedi matin dans les différentes villes à 10h par une séance d'information et de rappel pour les nouveaux et nouvelles participant-es. Des récolteuses de signatures expérimenté-e-s vous donneront des conseils et des astuces pour faciliter ta tâche. Ils feront également un rappel de l'argumentaire concernant la campagne. De 11h à midi, les nouvelles compétences acquises seront mises en pratiques sous forme d'exercice, afin que nous puissions toutes et tous recueillir des signatures efficacement dès midi. Une fois la tâche accomplie, nous nous retrouverons autour d'un petit apéro afin de discuter de la journée dans un cadre agréable et détendu.

Réservez votre journée afin de participer au succès de l'initiative communale aux côtés de ton groupe régional du GSsA. Ensemble, nous allons faire peur au complexe militaro-industriel-financier. De plus, c'est l'occasion pour vous de faire connaissance avec des activistes de toute la Suisse, d'échanger, de vous mesurer, et d'aider votre groupe régional à, peut-être, décrocher le titre de « super collecteur ».

Infos supplémentaires : www.gsoa.ch/agenda

FINANCEMENT DU MATÉRIEL DE GUERRE

Caisses de pension et multinationales de l'armement

Chaque mois, tous les individus affiliés à une caisse de pension donnent une part de leur revenu pour s'assurer un minimum de stabilité et de sécurité pour leur retraite. Cependant, que cet argent soit entre autres investi dans des armes atomiques ou d'autres types de matériel de guerre reste méconnu.

Par Lewin Lempert

Le GSsA travaille depuis quelques temps déjà sur le financement du matériel de guerre. La campagne « Cessez le feu ! » permit au fur et à mesure, de rendre publics les milliards de francs atterrissent dans le giron de l'industrie de l'armement par le biais de la place financière suisse. L'UBS, le Crédit Suisse, la Banque Nationale Suisse : toutes investissent des millions dans

l'industrie de l'armement. L'UBS a elle seule détenait pour l'année 2015 des placements d'une valeur de 5,1 milliards de dollars auprès d'entreprises productrices d'armes atomiques. En novembre 2015, le GSsA a commencé ses recherches au sujet des caisses de pensions qui gèrent une grosse partie de la fortune de la population résident en Suisse. Ainsi, nous avons invité les détenteurs-trices d'avoirs de caisses de pension à demander à leur caisse à quelle hauteur celles-ci investissent dans des entreprises produisant des « armes mises au ban par la communauté internationale ». Un nombre de réponses considérables ont été réunies, venant de diverses sources, comme la caisse de pension de la ville de Berne, des CFF en passant par celle de Nestlé.

Au total, la fortune des caisses de pensions suisses s'élève à la somme rondelette de 800 milliards de francs. Les caisses suisses pèsent ainsi un poids considérable. Elles comptent parmi les plus importantes au niveau mondial. Malheureusement, en termes de transparence, les dirigeant-e-s de ces institutions paraissent avoir encore du chemin à faire, comme le montre le nombre considérable de réponses en jargon juridique ou ambigu. Certaines de ses réponses ont même été rédigées sur un ton d'une agressivité que l'on peut qualifier d'excessif. La caisse de pension d'un chef-lieu de canton s'est justifiée de ne pas vouloir donner suite à la demande du GSsA « qui a pour seule raison les intérêts éthiques individuels d'un groupe marginal, petit en nombre mais extrêmement agressif [...] et dénué de respect. »

de pension de la ville de Berne détient des placements de plus de 40 millions de francs auprès de telles entreprises, la caisse de pension fédérale (Publica) quant à elle, de plus de 110 millions.

Ce qui est fondamentalement problématique, c'est que les caisses de pension, via leurs agissements en matière d'investissements, font parties d'industries qui en profitent directement. Elles ont donc un intérêt concret à l'augmentation de l'insécurité et de l'instabilité mondiale, ainsi qu'à la course aux armes des Etats, conditions sine qua non pour que leurs affaires restent lucratives.

Le GSsA lance des initiatives communales

En conséquence, l'assemblée générale du GSsA a décidé le 9 avril dernier à Soleure de lancer des initiatives communales dans plusieurs villes dès l'été 2016. L'objectif est d'interdire aux caisses de pension des villes d'investir dans les entreprises appartenant à l'industrie de l'armement, particulièrement les « armes mis au ban de la communauté internationale ». Du côté des caisses de pension et de la politique, des efforts en matière de mise en place de règles éthiques et de développement durable concernant l'investissement commencent à poindre. Les initiatives du GSsA comptent donner un nouvel élan à ces premiers efforts et espèrent provoquer une profonde prise de conscience du côté des caisses de pension. Au final, il s'agit de réclamer un contrôle démocratique quant aux investissements faits au moyen de « notre » argent ainsi que de mettre fin au soutien de l'industrie de la guerre par le biais de « nos » retraites.



Douze milliards de l'argent des retraites dans l'industrie de l'armement

Grâce aux réponses détaillées de certaines caisses de pension, nous avons tout de même pu dégager une tendance générale des agissements de celles-ci en matière d'investissements dans l'industrie de l'armement. En moyenne, les caisses de pension investissent entre 0,5 et 1,5% des avoirs dont elles disposent dans des multinationales de l'armement. Ceci signifie, qu'au niveau suisse, une somme se chiffant jusqu'à 12 milliards de francs issus des avoirs de prévoyance sont placés auprès d'entreprises qui contribuent au maintien de conflits armés et de guerres dans le monde. Par exemple, la caisse de pension de la ville de Zurich investit environ 80 milliards dans 42 des 118 principales entreprises d'armement au niveau mondial. La caisse

CASERNE À MEYRIN

Genève aura sa nouvelle caserne

Le 28 février dernier, les Genevoises et les Genevois se sont prononcé-e-e-s en faveur du crédit d'ouvrage de 21 millions de francs pour la construction de la nouvelle caserne de Meyrin-Mategnin. Ce faisant, ils ont accepté la proposition du Conseil d'Etat qui a subordonné la construction de 1500 nouveaux logements à l'acceptation de trois crédits militaires. Une Genferai de plus.

Par Amanda Gavilanes

Après une âpre campagne truffée de mensonges et de dissimulations, le Conseil d'Etat, la droite et une partie de la gauche ont finalement eu gain de cause. Les 1500 logements qui seront construits sur la parcelle des Vernets seront subordonnés à la construction d'une nouvelle caserne à Meyrin et à l'agrandissement de deux autres sites à Aire-la-Ville et Avusy. Et pourtant, les doutes quant à la réelle nécessité stratégique de construire ces sites et de les financer, demeurent. En effet, le GSsA a découvert lors de la campagne que des documents indispensables à la bonne formation de l'opinion tant des député-e-s que des citoyen-ne-s n'avaient pas été dévoilés par le Conseiller d'Etat en charge de la sécurité, Pierre Maudet. Ni la convention liant Genève et la Confédération, ni le protocole d'accords de 2012 concernant la libération

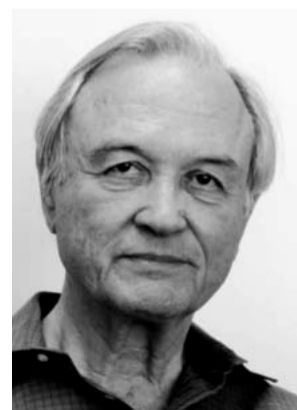
anticipée des Vernets n'avaient été rendues publiques au moment des débats parlementaires. En décembre dernier, le GSsA a fait une première demande pour obtenir la publication de ces documents. Demande qui s'est soldée par une fin de non recevoir de la part de M. Maudet. Ce n'est qu'en février, après que la presse locale se soit fait l'écho de ce refus et que le DDPS se soit prononcé en faveur de la publication, que les dits documents ont été rendus publics le 22 février dernier.

Une lecture attentive et critique de ces derniers nous apprend notamment que l'armée avait l'intention de quitter les Vernets depuis 2004. De ce fait, c'est le conseil d'Etat genevois qui a fait tout son possible pour maintenir l'armée à Genève et non l'inverse. L'armée n'était pas demandeuse des infrastructures qui lui ont été proposées. Le canton de Genève a pris la décision d'aller de l'avant dans la construction de celles-ci malgré les incertitudes liées au nouveau plan de stationnement des troupes, non encore défini par Berne.

A la lumière de ces informations, le GSsA est convaincu que les deux volets supplémentaires de l'accord de 2012 ne sont pas indispensables. C'est pourquoi, nous envisageons des référendums contre ces agrandissements et rénovations. A suivre.

NÉCROLOGIE

Un compagnon de route fidèle et critique



Willy Spieler

(Il) Willy Spieler, un des compagnons de route les plus fidèles du GSsA depuis les années 80, nous a quitté le 25 février. Il était l'auteur régulier des « nouvelles voies », qu'il nous mettait à disposition en tant que base de discussion. Les religieux-ses socialistes jouaient et jouent encore un rôle similaire à celui du GSsA : celui de la conscience antimilitariste et pacifiste de la gauche. La connivence que Willy Spielers entretenait avec le GSsA était de nature critique. En 2001 par exemple, il était en désaccord avec notre référendum contre les déploiements militaires à l'étranger. Mais dans les cas les plus concrets, il était toujours à nos côtés. Un article publié trois ans plus tard dans le journal du GSsA le démontre. Intitulé « La constitution de l'UE : néolibérale et militariste ». Il y dénonçait l'interventionnisme militaire. On lui doit aussi, en collaboration avec Stefan Howald et Ruedi Brassel-Moser, une historiographie très bien documentée de son histoire commune avec le GSsA et de ses écrits « les nouvelles voies », recueillies sous forme de livre intitulé « Pour la liberté de parole » (Für die Freiheit des Wortes) paru en 2009 chez Theologischer Verlag à Zurich.

Les points communs principaux que le GSsA partageait avec Willy Spieler, en marge du pacifisme, restent le lien entre radicalité et réalité. Et de part notre engagement pour une politique de l'utopie concrète, nous restons fidèles aux idéaux de Willy.

DÉVELOPPEMENT DE L'ARMÉE

Le GSsA choisit l'abstention

Pourquoi l'abstention est la décision la plus sensée dans le cas d'une éventuelle votation sur le développement de l'armée (DEVA) et comment un taux élevé d'abstention peut nuire considérablement à l'armée.

Par Lewin Lempert

Le GSsA ne dit pas non à un projet de réforme de l'armée. Mais en existe-il un ? Apparemment, rien de vraiment réjouissant, comme l'illustre la dernière réforme de l'armée, Armée XXI. Non seulement les facteurs historiques, mais aussi et surtout les éléments liés au contenu parlent en faveur d'une abstention. Pour le moment, le DEVA représente une véritable mise à l'épreuve dans les cercles favorables à l'armée. Et cela en majorité à cause du groupe Giardino, fervent partisan de l'armée, qui a lancé un référendum contre le DEVA. La société des officiers suisse et les partis bourgeois soutiennent, quant à eux,

le projet. La NZZ, sympathisante de l'armée, se déchaîne et parle même de « menace de guerre des officiers ». Ces dissensions entre partisans de l'armée nuit massivement à l'institution militaire. Le contenu de la querelle est du reste plus que tiré par les cheveux. Ni « la réduction de moitié de l'armée » (selon le comité référendaire) ni de « réforme sensée » ne sont à l'ordre du jour. Le DEVA est surtout une pseudo-réforme sans points positifs et aussi innovante qu'une vieille VW Golf. L'effectif réglementaire devrait être réduit à 100'000 hommes. Cependant, l'effectif réel reste fixé à 140'000 hommes. En guise de comparaison, l'effectif réel se chiffrait à 128'962 personnes en 2015. Si l'on prend en compte tous les membres de l'armée, réserves incluses, on arrive à un effectif total de 200'000 soldats. Avec la réforme DEVA, il ne devrait en rester que 160'000. Il ne s'agit en aucun cas

d'une « réduction moitié de l'armée », comme semblent le croire certain-e-s. Point négatif du DEVA : l'extension de la base légale pour les déploiements à l'intérieur; le règlement selon lequel les militaires en service long pourront être convoqués durant les quatre années suivant la fin de leur service; tout ceci ayant pour base le concept de mobilisation issu de la guerre froide.

Abstention à une réforme cosmétique

Après examen approfondi, force est de constater que malgré des heures de débat au Parlement, la réforme proposée sera au plus de nature cosmétique. Les changements réels sont marginaux. Au lieu de repenser fondamentale-

ment l'orientation de l'armée, le Parlement prend en compte sérieusement des scénarios de batailles de chars d'assaut sur le plateau suisse. Le GSsA veut abolir l'armée et ne voit en cette réforme qu'une énième défense du status quo. En protestation, nous recommandons de voter blanc. Le référendum n'est qu'une tempête dans un verre d'eau entre les fans de la Guerre froide du DDPS et du groupe Giardino. Un taux élevé d'abstentions en cas de projet pour l'armée pourrait donner matière à réflexion à ceux qui voient en l'armée la vache sacrée de la nation. De nombreux bulletins de vote blancs représenteraient un signe de protestation clair contre une armée et un Parlement fédéral incapables de réforme.

GLOSE

Protéger l'association des costumes folkloriques

(aw) Les fans de l'armée en Suisse montrent d'un penchant certain pour la conservation. La douzaines de musées militaires que l'on retrouve un peu partout dans le pays, en sont la preuve. A Mellingen, on peut admirer par exemple les missiles « Bloodhound », mis au rebut par l'armée (inscription préalable nécessaire, bonnes chaussures recommandées). Au musée suisse du tir de Berne, on peut mesurer ses connaissances en faisant un quiz sur ordinateur de poche et son adresse au tir à l'arbalète, au pistolet et au fusil (inscription là aussi nécessaire). Ce n'est pas un hasard si les partisans du Gripen ont organisé leur fête post-référendum (perdu) au musée de l'aviation militaire de Altenrhein.

Les musées militaires doivent leur survie principalement aux associations d'histoire militaire qui fleurissent dans notre pays. Par exemple, l'association Centurion-Suisse (les femmes sont aussi bienvenues en tant que membre, pas de connaissances de char d'assaut requises), l'association « Rost & Grünspan » (une représentation vivante de l'histoire militaire suisse de 1845 à 1945) ou la Société Suisse pour les Voyages d'Etudes Historico-militaires (l'excursion « 1ère division de char d'assaut pour la campagne de l'est 1940 » est malheureusement déjà complète, mais il reste encore trente autres voyages proposés pour cette année).

Quelques enthousiastes de l'armée vont encore plus loin. Il ne veulent pas seulement placer des uniformes ou des canons dans les musées, mais une place d'aviation entière. Une surface de la taille d'une petite commune. Ils veulent tout bonnement faire de la place d'aviation militaire Dübendorf – par initiative individuelle – un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, aux côtés du Machu Picchu, de l'Acropolis ou du Grand Mur de Chine. Peut-être qu'ils n'ont pas tort, au final. L'armée suisse est déjà, selon le Tages-Anzeiger, un « Ballenberg militarisé » et, selon Peter Bodenmann, ancien président du PSS, la « plus grande association de costumes folkloriques du monde ». Pourquoi ne pas, en ce cas, simplement placer l'armée toute entière sous la bonne garde de la protection des biens culturels ? Je connais de nombreux lieux appropriés à un musée en plein air.

Extrait du journal d'un soldat

Lancer des grenades

Après l'appel principal du matin, nous sommes emmenés en 6DM (grande bétaillère – pardon, véhicule de transport pour les soldats) à l'installation de tir avoisinante. Là, nous devons effectuer un exercice avec munitions et grenades réelles (quoique à moitié, ces dernières étant dénuées d'enveloppes à éclats). Après cela, l'exercice continue – forcément – , cette fois-ci avec des pierres. Pour finir, exercice de tir. Après quatre heures de sommeil, j'ai comme une impression de négligence. Je suis très heureux de constater que le camarade à mes cotés donne l'impression d'être réveillé et concentré. Il a lui aussi modérément bu hier soir.

Deux soldats accomplissent la tâche à la fois. C'est ce qu'on appelle communément le binôme, la grandeur de troupes habituelle lors de décalages au combat. Le lieutenant accompagne les soldats à pied. Il hurle ordres et commandements. Nous crions en retour. Toujours avec protection auditive, étant donné que nous utilisons de vraies munitions. Courir, tirer, lancer des grenades. Le tout deux fois en cinq minutes. Avec dix minutes de prévues pour la préparation et le retour d'information. Le reste de la matinée, nous attendons. Les 18 autres soldats doivent eux aussi s'entraîner. Pendant ce temps, on rattrape les heures de sommeil. Même sous la pluie, en étant assez fatigué, il est possible de dormir. A 11h, l'exercice est terminé. Nous devons ranger. Ce qui signifie ramasser toutes les douilles et les bouts de munitions éparpillés sur la place de tir. Retour à la caserne, nettoyage de l'arme, car nous avons tout le temps nécessaire, évidemment... et repas de midi.

Pour plus d'aperçus de la vie en cours de répétition :

www.chilijohny.ch/tagebuch.php

SUISSE - OTAN

Celle dont on ne doit pas prononcer le nom

Du 16 au 17 février a eu lieu à Zurich une conférence de l'OTAN avec pour thème la coopération militaire. Le DDPS a baptisé cet événement : « Conférence de l'alliance transatlantique et de ses partenaires ». Au second jour de la conférence, le DDPS en a profité pour dévoiler l'accord donné au programme d'entraînement 2016 pour la coopération militaire avec l'OTAN. L'OTAN, dont le nom n'est pourtant jamais prononcé.

Par Meret Schneider

Mi février, l'OTAN et ses partenaires se sont réunis pour discuter de la coopération militaire future dans le cadre du changement d'environnement en matière de sécurité. Le but de la conférence était de discuter de la nécessité de

la coopération militaire ainsi que des défis actuels avec alliés, partenaires et représentants de la structure de commandement de l'OTAN. Officiellement, l'OTAN est toujours dépeinte en tant qu'« organisatrice » de l'événement. Au niveau rhétorique, la Suisse préfère apparemment rester neutre.

Le jour suivant, même scénario : le DDPS communique l'autorisation donnée au programme d'entraînement pour la coopération militaire internationale 2016. Ceci inclut la participation à des entraînements qui ont lieu en dehors du « partenariat pour la paix de l'OTAN ». De plus, le programme prévoit aussi la participation de l'armée de l'air à différents exercices, aussi bien qu'un cours de « recyclage » pour les pilotes de PC-21. A cela s'ajoutent de nombreux cours à

durée plus courte pour les tireurs, les patrouilleurs et éclaireurs ainsi que des cours pour les forces spéciales en compagnie de partenaires étrangers particuliers. Que ces cours aient pour intitulé « Nato Tiger Meet », le DDPS n'en a cure. Nous sommes bien évidemment neutres, libres de toute alliance militaire. Ce qui reste, en somme, la condition de notre neutralité suisse. Et les choses de la vie, d'après les enseignements sémiotiques, ne deviennent ce qu'elles sont qu'à travers la désignation de ce qu'elles sont. Hautement philosophique, cher DDPS. Mais celle dont on ne doit pas prononcer le nom, c'est l'OTAN, dont son rapprochement par la Suisse met en péril la neutralité, même si elle n'est pas nommée en tant que telle par ces messieurs du département fédéral.

FEMMES, PAIX, SÉCURITÉ

Pour une autre politique de paix et de sécurité

La politique de sécurité de la Suisse inclut la dimension de genre depuis la signature de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU de 2000. Sous la dénomination « Femmes, Paix, Sécurité », un plan d'action nationale (PAN) a été adopté afin de mettre en oeuvre les principes de la résolution. Aujourd'hui, la troisième version de ce plan est dans sa dernière phase. Un bilan de mi-parcours s'impose. Par Annemarie Sançar

Les organisations féministes le constatent depuis longtemps : les relations de pouvoir structurelles, qui entre autres mènent à la violence basée sur le genre dans les conflits, n'ont pas évolué. En Suisse aussi, les politicien-ne-s en charge de la politique de sécurité semblent incapables d'initier toute forme de changement. La résolution 1325 est-elle un principe politique ou simplement un instrument parmi

d'autres ? Quelle est sa place parmi les stratégies de la Confédération pour la promotion de la sécurité et de la stabilité, la prévention des conflits violents, pour les droits humains et l'égalité ?

Jusqu'ici, plusieurs voix de la société civile ont été recueillies dans les rapports de progrès officiels. En 2016, une voix dissidente, l'ONG AG Femmes, Paix, Sécurité organisée par la KOFF (Centre pour la promotion de la paix) a publié un rapport alternatif : « Women Peace Security-reloaded », produit du travail d'une plateforme formée d'ONG féministes engagées telles que la cfd (ONG féministe pour la paix), Femmes pour la paix et le PWAG (Femmes de Paix Autour du Monde). Ensemble, elles livrent une analyse qui permet de dévoiler les effets concrets des champs politiques au sein desquels d'importantes décisions sont prises en matière de sécurité pour les femmes.

La résolution a pour principes fondateurs la protection contre la violence, l'implication des femmes et la prévention des conflits. Mais est-ce suffisant de simplement augmenter le nombre de femmes autour des tables de négociations ? Est-ce suffisant de condamner les coupables et d'offrir soutien et informations aux femmes victimes de violence ? Le rapport analyse les entraves structurelles à une politique de paix et de sécurité égalitariste dans les questions de genre, et cela d'un point de vue qui va au delà du cadre restrictif de la « promotion de la paix civile » en tant que réponse standard aux interventions militaires.

La résolution 1325 ne change rien au fait que les rapports de pouvoirs genrés soient reproduits dans la politique de sécurité militaire. Une autre remise en question, de nature féministe, est nécessaire. La sécurité se fonde sur la qualité de vie, qui elle dépend de l'accès aux

ressources, de temps et d'énergie. Et cela est aussi vrai dans des contextes de guerres et de conflits. Si la promotion de la paix veut être égalitariste en ce qui concerne les questions de genre, elle ne doit pas avoir peur d'avoir des revendications politiques liées à l'économie, la finance, les droits sociaux et l'égalité. Cela permettrait aussi d'agir contre les pratiques déplorables qui consistent en la délocalisation des causes des conflits dans d'autres lieux, surtout dans ce qu'on aime à appeler « le Sud global ». De par ce rapport, les ONG impliquées espèrent également inciter les politicien-ne-s suisses à nier leur responsabilité. Il est temps de mettre en oeuvre des politiques de sécurité qui promeuvent vraiment l'égalité de genre, qui englobe aussi bien le budget des dépenses militaires jusqu'à la branche de production d'équipement militaire.

Le rapport sera publié fin mai et est accessible à l'adresse swisspeace.ch

RAPPORT DE POLITIQUE DE SÉCURITÉ 2016

La vache sacrée s'accorde un terrain de jeux

Le Conseil Fédéral a présenté en début d'année, sa vision de la future politique de sécurité de la Suisse. S'il livre une analyse adéquate de l'environnement mondial en matière de sécurité, il n'en tire pas pour autant les conclusions appropriées au contexte Suisse. Comment le pourrait-il ? L'exercice a pour unique but la de légitimé pour l'armée. Par Thomas Leibundgut

Fondamentalement, il est plutôt positif que le Conseil Fédéral s'accorde un temps de réflexion au sujet de la sécurité de la Suisse. Cela pourrait constituer une base de travail à l'armée et aux autres institutions en charge de la sécurité. Mais pour cela, encore faudrait-il que l'analyse soit réalisée de manière objective et sans parti pris. Et c'est exactement là que le bât blesse.

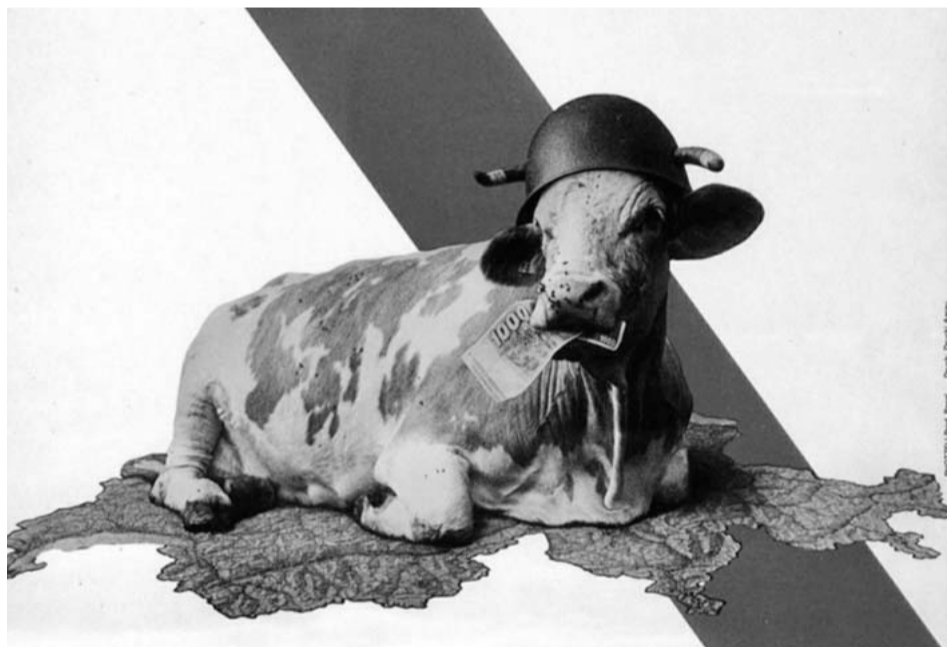
Le rapport semble n'avoir été rédigé que pour broder une légitimation à l'existence de l'armée. Bien que le Conseil Fédéral soit arrivé à maintes reprises à la conclusion que « la probabilité qu'un conflit armé majeur se déclenche en Europe est très faible », ou qu'« une menace directe sous forme d'attaque armée de la Suisse [...] est peu probable », l'armée était et reste nécessaire.

Des scénarios de menaces complètement irréalistes

Il est consternant de réaliser ce que le Conseil Fédéral considère comme menace pour la Suisse. En voici quelques exemples : la crise en Crimée pourrait déborder en Suisse; une mul-

titude de terroristes comptent faire exploser le Palais Fédéral ; Putin ne rêve que d'envahir la Suisse. Bref, le rapport donne l'impression que la Guerre froide se serait soudainement « réchauffée ».

Cependant, en ce qui concerne les véritables



dangers et menaces pour la Suisse, le Conseil Fédéral reste coi. En marge de quelques remarques obligées sur les catastrophes naturelles et de la sécurité informatique, on cherche en vain des remarques concernant les dangers liés au changement climatique ou qui couvent en raison des inégalités économiques et sociales grandissantes. La menace considérable que représentent les systèmes d'armement autonomes est traitée en sept maigres lignes.

Au lieu de mettre l'accent sur la répression, l'armement et l'escalade de la violence au nom de la « Guerre contre le Terrorisme », le Conseil Fédéral aurait mieux fait de produire une analyse détaillée de la situation de sécurité de la Suisse. Ainsi, il aurait pu constater, qu'il conviendrait de mettre fin aux déploiements militaires à l'étranger ainsi qu'à l'exportation et au financement de matériel de guerre, en particulier les biens militaires spéciaux.

L'idée selon laquelle, les menaces et dangers véritables du XXIème siècle sont de nature civile aurait pu permettre au Conseil Fédéral de se rendre compte de la désuétude de l'armée. La décision la plus sensée en termes de politique de sécurité étant une abolition pure et simple de l'armée, et l'investissement des ressources ainsi dégagées dans la transition énergétique et la construction d'un système économique équitable et inclusif.

DÉFENSE AÉRIENNE

Ajourner n'est pas supprimer

Après l'arrêt surprise du gouffre à millions BODLUV 2020 par le nouveau chef du DDPS, Guy Parmelin, une consultation sur la situation de l'aviation militaire a été agendée. Une part importante de la tâche réside en une nouvelle évaluation du projet d'achat d'avions de combat. Malgré des signaux encourageants de la part du DDPS, il n'y a pas lieu d'espérer que la Suisse renonce complètement aux missile sol-air et à de nouveaux avions de combat. Bien au contraire.

Par Thomas Leibundgut

En suspendant le projet BODLUV 2020, qui avait pour but le renouvellement total de l'aviation militaire, Parmelin a étonné tout le monde. En fait, il était inutile d'aller aussi loin. Ces acquisitions auraient mené à une débâcle

certaine en tous les cas : d'une part, l'officier en charge du dossier Fabian Ochsner nageait en plein conflit d'intérêt en tant que vice-directeur de Rheinmetall Air Defence, et d'autre part il s'agissait de garder d'une façon ou d'une autre les milliards du Gripen pour l'armée. Dans ce contexte, il allait de soi que le chef de l'aviation militaire, Aldo Schellenberg, recommande l'achat au Conseil fédéral malgré « de très conséquentes (insurmontables) déficits de performance » (citation : DDPS).

Le DDPS doit aujourd'hui faire une pause dans ses velléités de dépenses en attendant les conclusions d'un groupe d'expert-e-s ayant pour mission de donner « une vision d'ensemble adéquate de la défense aérienne ». Leur rapport serra la base de travail pour un nouveau projet d'achat de jets de combat. Si ce

groupe d'expert-e-s travaillait sur des bases factuelles, il en émanerait la conclusion que la Suisse, étant entourée d'Etats membres de l'OTAN, une guerre aérienne conventionnelle serait hautement improbable.

De plus, ce groupe pourrait également conclure assez rapidement qu'un avion détourné à l'atterrissage prévu à Berne-Belp finirait en trente secondes dans le Palais Fédéral et qu'un acte terroriste de cette nature ne peut être évité par aucune défense aérienne du monde – les conséquences de l'explosion et du crash d'un avion au dessus du centre ville de Berne mises à part. Les espoirs que ce groupe livre une évaluation réaliste restent maigres : l'expérience montre que de tels groupements d'expert-e-s brillent surtout de part leur capacité à conseiller des dépenses exorbitantes pour des projets inutiles.

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

La vérité est ailleurs

Chaque année, des chiffres différents au sujet des exportations de matériel de guerre suisses sont publiés. Chaque année, il y a de fausses déclarations et chaque année, chacun-e interprète le tout de façon différente. Explications. Par Lewin Lempert

La semaine du 22 mars a causé des remous dans le paysage médiatique suisse. Le lundi, le Tagesanzeiger titrait sur «les plus importantes exportations de matériel de guerre suisses depuis sept ans», avec pour source les derniers chiffres de l'institut de renommée mondiale Sipri (Stockholm International Peace Research Institute). Force est de constater que le niveau des exportations actuel détient du record : en calculant pro capita, la Suisse se classe au second rang mondial des exportateurs de matériel de guerre, après Israël et devant la Russie. Le mardi, lorsque le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a présenté les nouvelles statistiques des exportations suisses, la conclusion principale faisait état d'«exportations à des niveaux historiquement bas». Comment cela est-il possible ? La législation suisse prévoit

une différenciation des types d'exportations, entre «biens militaires spéciaux» et «matériel de guerre» – et fait exception au niveau mondial pour cette nuance juridique.

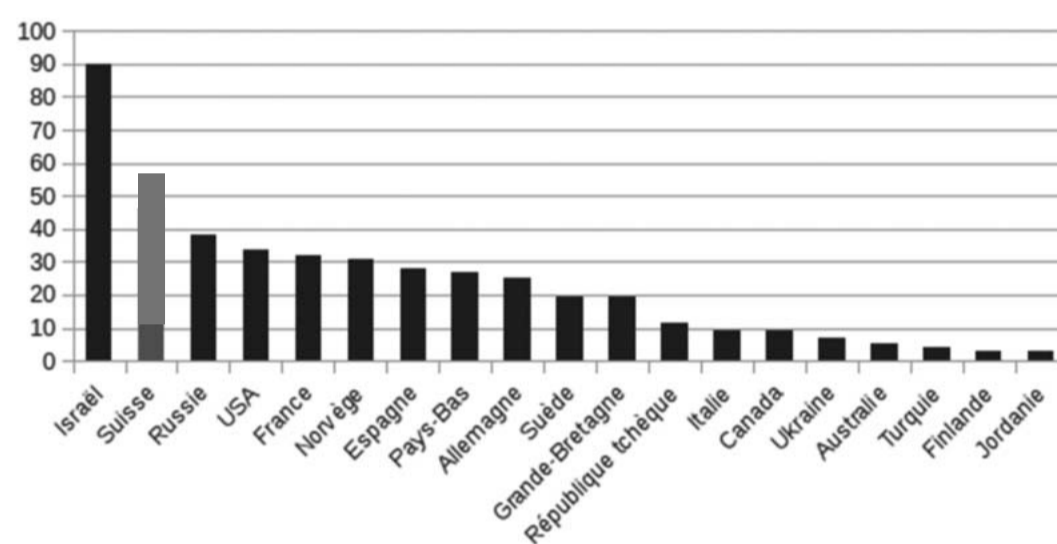
Embargos sur les armes contournés

C'est cette différence entre «biens militaires spéciaux» et «matériel de guerre» qui permet au Seco d'annoncer sans sourciller une forte diminution des exportations de matériel de guerre pour 2015. En revanche, si l'on additionne les deux catégories, on constate une augmentation de plus de 10%. Dans la catégorie «matériel de guerre», le niveau des exportations suisses s'est élevé à 446 millions de francs pour 2015. Quant aux «biens militaires spéciaux», les recettes s'élèvent à 1'165 millions de francs. Cette différenciation, si sémantique soit-elle, a aussi des effets sur l'observation ou le contournement d'embargos sur les armes. Le Seco prétend, entre autre, avoir complètement cessé depuis mars 2015 les exportations vers les pays impliqués dans la guerre au Yémen, entre autres, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Malgré cela, 5,8 millions de francs de matériel de guer-

re a été exporté vers l'Arabie Saoudite en 2015. Les «biens militaires spéciaux» pèsent quant à eux bien plus lourd dans la balance, car il ne sont soumis à aucune restriction en termes de limitations d'exportations. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2015, la Suisse a exporté des biens d'armement d'une valeur de 549 millions de francs vers l'Arabie Saoudite. Le royaume saoudien et les autres pays du Golfe représentent à eux seuls plus de

60% des exportations totales de la Suisse. On retrouve, dans la catégorie, «biens militaires spéciaux», les avions militaires d'entraînement qui servent à la formation des forces aériennes saoudiennes. Les même forces aériennes qui bombardent camps de réfugiés et hôpitaux au Yémen. La législation suisse, laxiste, autorise ces atrocités sous couvert de niveaux d'exportations en baisse et d'embargos exemplaires.

Exportations par habitant-e « SPIRI »-Dollars



ARMEMENT NUCLÉAIRE

L'importance grandissante des armes nucléaires

L'augmentation du sentiment d'insécurité et des incertitudes en politique sont du pain béni pour l'industrie de l'armement. Suivant le précepte « sécurité à tout prix », les Etats modernisent et accroissent leurs arsenaux. Paradoxalement, en conséquence, ce sont les armes atomiques, les armes au niveau de sécurité le plus bas et au potentiel de destruction le plus élevé qui prennent le plus d'importance. La politique d'armement a rarement connu une trajectoire si pesante, tandis que l'armement atomique est modernisé dans le monde entier.

Par Meret Schneider

L'importance des armes atomiques augmente. Les arsenaux nucléaires sont actuellement renouvelés et développés dans le monde entier.

Les confrontations politiques augmentent et le contrôle de l'armement, un des piliers de la stabilité stratégique pendant la Guerre froide, tourne de plus en plus à la farce.

D'après Oliver Thränert du CSS (Centre pour les études de sécurité) de l'EPFZ, Donald Rumsfeld, ancien chef du Pentagone, considérait que le contrôle de l'armement n'était pas pensé pour les relations amicales. Or, depuis l'annexion de la Crimée, la Fédération de Russie et les USA ne peuvent plus être considérés comme des Etats amis. Ceci a pour conséquence le retour en force de la dimension nucléaire de leur relation, et le renouvellement de l'arsenal nucléaire des deux nations. En Asie aussi, les positions se durcissent. A Pékin, on se soucie de l'éventualité selon laquelle les USA pourraient saper la faible capacité de réponse nucléaire

chinoise par l'utilisation de systèmes de défense antimissile. En réponse, la République Populaire de Chine arme ses missiles nucléaires de charges multiples et fait patrouiller dans ses eaux territoriales pour la première fois un sous-marin armé de missiles balistiques.

Avec ses efforts pour dissuader la Chine de façon crédible de toutes velléités, l'Inde complète le tableau en construisant une triade nucléaire complète, incluant des armes atomiques de terre, d'eau et d'air.

Parallèlement, le contrôle des armes reste exceptionnel et les milliards coulent à flots pour la modernisation des armes nucléaires. Des sommes si exorbitantes, qu'elles relèguent au second plan les investissements dans d'autres types d'armes et autres types de matériel de guerre. Dans ce contexte, la volonté du GSsA d'interdire par le biais d'une initiative les investissements dans l'industrie de l'armement et en particulier l'armement atomique paraît plus que nécessaire.

RÉPRESSION

Antimilitarisme en Espagne

Le gouvernement espagnol cherche à tuer dans l'oeuf toute forme de protestation ou de désobéissance civile en s'armant d'une loi pénale toujours plus répressive. A Valence, l'automne passé, quatre militant-e-s anti-guerre ont réussi à retarder l'envoi d'une brigade de chars d'assaut à l'exercice international de l'OTAN « Trident Juncture 2015 ». Ce blocus pacifique pourrait leur coûter cher : ils risquent non moins de 12'000 Euros d'amende chacun-e et plusieurs années de prison. Par Nora Komposch

Cela faisait plus de dix ans qu'aucun exercice de l'OTAN de dimensions semblables n'avait eu lieu. Le «Trident Juncture 2015», qui a eu lieu en Italie, au Portugal et en Espagne, a rassemblé non moins de 36'000 soldat-e-s de plus de trente nations. L'exercice mettait en scène une guerre fictive entre deux Etats africains se disputant le contrôle de l'eau.

Cinq jours avant le début des grandes manœuvres, l'organisation amie du GSsA, Alternativa Antimilitarista-MOC (Alternative Antimilitarista) a commencé à protester contre la belligérance de l'alliance militaire occidentale.

Les militant-e-s se sont enchaîné-e-s aux chars d'assaut à l'aide de tuyaux, afin d'empêcher leur départ pour rejoindre les manœuvres à Chinchilla. Après plusieurs heures de protestation pacifique, les militant-e-s ont été évacués-e-s et interrogés-e-s par la Guardia Civil. Aujourd'hui, les activistes risquent jusqu'à 12'000 Euros d'amende chacun-e ainsi que plusieurs années de prison. Le nouveau code pénal introduit en 2015 est d'une sévérité sans précédent pour l'Espagne démocratique. L'activisme politique est criminalisé de telle façon, que son exercice devient quasi impossible. Ces conditions rappellent énormément les « loibaillons » en vigueur durant la dictature franquiste. Un des buts de l'action des militant-e-s



Source Image : Eva Mániz

de la MOC consistait aussi à briser le silence et le pessimisme qui avaient lésé ou simplement « gelé » nombre de mouvements sociaux depuis l'été 2015. Antimilitarista-MOC a lancé un appel à la solidarité internationale, afin de continuer les actions de protestation et de s'opposer à la stratégie répressive de l'intimidation

menée par le gouvernement. L'antimilitarisme et la paix ne connaissent pas de frontières ! Il est de notre devoir d'être solidaires avec les militant-e-s de Valence !

Pour plus d'informations et pour savoir comment soutenir Antimilitarista-moc : <http://mocvalencia.org/en/>

DISCOURS POLITIQUE

Les scénarios catastrophes comme arme contre les réfugié-e-s

Ou comment manipuler l'opinion publique par le choix des mots. Par Martin Parpan

Petit exercice de pensée : laissons venir les associations d'idées que nous évoquent des termes tels que : débordements, vagues, menace, ligne de défense, zone d'opérations, scénario d'urgence. Des champs sémantiques que tout un chacun-e associe naturellement à des situations de catastrophe naturelle ou de guerre. Le fait est, que ces termes sont devenus partie intégrante du vocabulaire de nombre de politicien-ne-s de droite et de leurs cercles d'électeurs-trices. Et cela surtout lorsqu'il s'agit de décrire la situation de personnes en quête de protection en Suisse ou en Europe. Il est clair que ces métaphores ne sont pas utilisées « par hasard ». Elles sont le reflet d'une instrumentalisation voulue dans le but de créer une atmosphère générale qui joue sur les sentiments (de peur!) avant qu'une discussion fondée puisse avoir lieu. Lorsque les politicien-ne-s mettent en garde contre l'inéluctable arrivée prochaine en Suisse d'une « vague de réfugié-e-s » et de la nécessité de mettre en place des « plans d'urgence », ils provoquent peur et rejet de la part des auditeurs. Ces déclarations, bien que foncièrement dénuées de contenu atteignent leur but en plaçant le débat à un niveau émotionnel.

Le taux de résonance de ce genre de rhétorique et le niveau d'internalisation de telles représentations est mesurable lorsqu'on observe ce qui se passe lorsque des communes ou des villes accueillent des réfugiés. Les membres de la commune et les habitant-e-s sont alors « préparé-e-s » à la nouvelle situation par le biais de séances d'information. Ce qui est critiquable, ce n'est pas cette volonté d'informer ouvertement, mais le temps et la place qui sont réservés à s'assurer « que les peurs de la population sont prises très au sérieux et que tout est vraiment mis en oeuvre pour que tout se passe bien ». Ici aussi, impossible de ne pas avoir le sentiment qu'il faille minimiser un risque. Et si risque il y a, encore faudrait-il en débattre.

Attiser la peur : un terreau fertile pour de nouveaux concepts de l'armée

Le danger de ce discours réside en sa capacité à mettre de larges pans de la population en un « état d'alerte hystérique » qui élimine quasiment toute possibilité de discussion logique et basée sur des faits. Pour les partisan-ne-s de telles opinions, la prise de « mesures d'urgence » n'est rien d'autre que la suite logique de la « situation de menace ». Aujourd'hui, des navires de combat de l'OTAN sont utilisés pour renvoyer les migrant-e-s à leur désespoir. Les

frontières sont sécurisées à l'aide de clôtures. Les gardes-frontières suisses ont déjà introduit l'aide de l'armée à leur concept de déploiement. ceux qui profitent de cette situation sont bien sûr ceux qui pensent en termes « nationalistes » et « militaristes ». Ces groupes vont continuer à utiliser les discours « catastrophe » dans le futur pour atteindre leurs buts. En con-

séquence, le devoir de celles et ceux qui sont intéressés à avoir une discussion factuelle est de ne pas laisser exister ces figures de style, mais de les déconstruire afin de montrer ce qu'elles sont vraiment : une manière pour certains groupes d'intérêt d'atteindre leurs objectifs privés en instrumentalisant des peurs créées par eux-mêmes et pour eux-mêmes.



© Fotolia, Lydia Geisler

FRONTIÈRES

Non au déploiement de l'armée contre les réfugiés

Le projet de déployer l'armée en case de « crise de l'asile » rappelle les mesures militaires de refoulement des réfugié-e-s de la seconde guerre mondiale. Par Josef Lang

Depuis le 24 février dernier, il existe un danger réel et concret que l'armée soit déployée contre des réfugiés. Le DDPS a déjà annoncé à 5000 soldats le report de leur cours de répétition. Le chef de l'armée, André Blattmann, a déclaré en marge d'une conférence de presse que « le but de l'ajournement » serait « que l'armée ait assez de formations militaires à disposition l'année durant en cas d'un éventuel déploiement lié à la crise des réfugiés ». Selon Blattmann, « des exercices de veille, de surveillance, et d'observation ont déjà lieu ». Selon lui, il est même envisageable que « des troupes de l'armée interceptent les réfugiés derrière la frontière et les emmènent dans les centres de rétention ». Aujourd'hui déjà, l'armée serait à même de mobiliser à cet effet environ 2000 soldats en 48 heures : des formations de police militaire, un bataillon d'infanterie de soldats en service long et deux bataillons de soldats en cours de répétition.

La simple idée que des soldats et des officiers armés et en uniforme acceptent ou rejettent les migrant-e-s relève du cauchemar. Même uniquement le déploiement aux frontières serait d'un goût plus que douteux. La plupart des requérants d'asile viennent de régions en guerre. Les uniformes militaires et le port des armes sont pour beaucoup d'entre eux une vision traumatisante. La protection civile et le service civil serait bien plus approprié à l'accueil et à la prise en charge des migrant-e-s.

Les agitateurs militaires

Les plans des cadres militaires rappellent le rôle catastrophique de l'armée suisse durant la seconde guerre mondiale. 30'000 réfugié-e-s

juifs-ves furent renvoyé-e-s vers une mort certaine après avoir atteint les frontières suisses. Malgré la responsabilité du Conseil Fédéral en la matière, l'armée et son général ont joué le rôle de semeurs de trouble pour influencer sur les prises de décisions politiques. En dénote cette citation du rapport final de la commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale (CIE) (Zurich, 2002) au sujet de la responsabilité de l'armée de l'automne 1942, alors que le génocide contre les juifs avait déjà commencé : « Le Haut-Lieutenant Jakob Müller de la gendarmerie de l'armée (ancienne police militaire) proposa à Rothmund (Chef de la police des étrangers) [...] une stricte surveillance des frontières incluant le déploiement de nombreuses troupes, l'utilisation d'armes à feu, de projecteurs et éventuellement de gaz et l'installation de barbelés tout le long de la frontière. Rothmund relaya les propositions de Steiger au Conseil Fédéral, assortie d'un commentaire

laissant entendre qu'il n'était pas particulièrement enthousiaste à la lecture de la lettre du «vieux briscard», mais que «celle-ci contient tout de même des propositions intéressantes en matière de police pour l'organisation future de la protection des frontière (sans gaz!)». L'idée même de vouloir utiliser du gaz à la frontière est sans aucun doute choquante. Elle illustre cependant, à quel type de d'opinions le DFJP pouvait être confronté du côté de l'armée » Le rapport Bergier commente à ce sujet : « Il a été longtemps ignoré que l'armée compte parmi les principaux responsables de la politique restrictive de migration et d'asile. » (p.137)

La sévérité de l'armée à l'encontre des réfugié-e-s juifs-ves est aussi fortement liée à l'antisémitisme croissant dans la société, en particulier au sein de la majorité conservatrice des corps d'officiers. Par exemple, le Général Guisan a soumis un rapport au Conseil Fédéral en mai 1940 selon lequel « la grosse masse de Juifs aux-

quels l'asile a été accordé représente une menace à ne pas sous-estimer [...] Au regard de la situation actuelle dans laquelle se trouve la Suisse, la compassion et l'indulgence n'ont pas lieu d'être, seule la rigueur est nécessaire. » (p.129)

Bâle plus humaine que le Conseil Fédéral et que l'armée

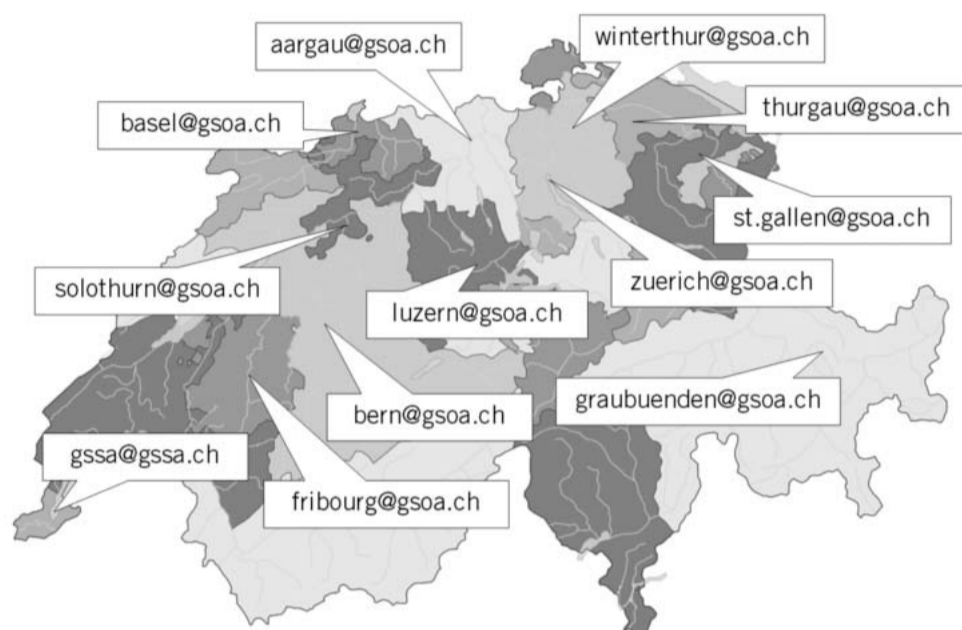
L'exemple de Bâle démontre bien les effets négatifs qu'a eu l'influence grandissante de l'armée dès 1940. L'historien Jean-Claude Wacker a publié en 1992 à Bâle un travail de licence intitulé « Plus humaine que Berne », qui livre « Une comparaison entre les politiques d'asile de Bâle et de la Suisse à l'encontre des réfugiés Juifs de 1933 à 1943 ». Il en ressort que tant que les autorités civiles de Bâle légiferaient en la matière, il était plus facile pour les personnes en danger de passer la frontière. Les restrictions ont grandi proportionnellement à la prise d'influence de l'armée dans ce secteur : « Durant la guerre, l'armée influença et compliqua la politique d'asile de par son concept de politique de sécurité » (p.64). Néanmoins, certains soldats et officiers postés à la frontière jurassienne envoyèrent les migrant-e-s vers « la Bâle socio-démocrate » (p.197) La différence principale entre autorités bâloises et suisses tient selon Wacker principalement au degré d'antisémitisme, moins virulent dans la ville au bord du Rhin que dans l'armée et le reste de la Suisse.

Aujourd'hui encore, les personnes en quête de protection fuient des situations de violence extrême. Une violence exercée par les armes par des armes principalement fournies par l'Occident. La Suisse appartient aux plus importants exportateurs de matériel de guerre. En conséquence, au lieu de poster des soldats à la frontière contre les migrant-e-s. Il serait plus fin de renoncer aux exportations et au financement de l'industrie des armes.



Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale du GSsA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSsA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSsA. Tu as envie de devenir actif-ve ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**



Un investissement pour la paix !

Comme vous avez pu l'apprendre en lisant ce journal, nous planifions pour cette année et pour la suivante différentes actions de taille contre l'industrie de l'armement. Une grande partie du travail du GSsA est réalisé par les militant-e-s bénévoles. Pour le lancement des initiatives communales et fédérales, nous avons, cependant, besoin de soutien financier. Grâce à chaque don, que vous pouvez faire au moyen du bulletin de versement ci-joint, vous participez directement au succès du GSsA.

Un immense merci pour votre investissement pour la paix !

GREGOR

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

rédaction : Marco Baumgartner (mb), Felix Birchler (fb), Jannik Böhm (jb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Tobias Estermann (te), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Beni Müller (bm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzcic (np), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Fabian Stalder (fs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Image de couverture :** photomontage, Photos © yurchello108 / rrx, Fotolia.com **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat » homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat » femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con »	blanc noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt « Quelle connerie la guerre »	blanc noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt « If war is the answer... »	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt « A bas toutes les armées »	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt « Suisse sans armée », avec la colombe	blanc rouge bleu	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	Autocollant « L'armée, ça tue, ça pollue... »			Fr. 1.-	
	Briquet « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con! »			Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse « GSsA »			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés « GSsA »			Fr. 15.-	
	Livre « Le citoyen-soldat: aux origines d'un mythe. Le militarisme en France sous la Révolution et l'Empire », Tobia Schnebli (1997)			Fr. 15.-	
	Livre « Le Syndrome du hérisson. La Suisse et son armée », Jean-Gabriel Zufferey (1989)			Fr. 15.-	
	Livre « Pour une histoire sans trous de mémoire. 60 ans après la fusillade du 9 novembre à Genève », Charles Heimberg (1992)			Fr. 15.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 96. Numéro(s) _____			Fr. 1.-	
Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture					

Commande: GSsA, Postfach, 8031 Zürich, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail